

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GUSTAVE MULLER SAS

Zone industrielle
Rue A. KASTLER
67850 HERRLISHEIM

Code AIOT : 0006704241

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement GUSTAVE MULLER SAS implanté Zone industrielle - rue A. KASTLER - 67850 HERRLISHEIM.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUSTAVE MULLER SAS
- Zone industrielle - rue A. KASTLER - 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006704241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
-

La société Gustave MULLER S.A.S. à Herrlisheim exploite des installations de stockage et de conditionnement de céréales

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Air, ATEX, Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sécurité Incendie	Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points ayant entraîné la dernière mise en demeure peuvent être levés.

Des justificatifs sont à transmettre concernant les alarmes et les moyens incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 1er		
Thèmes : Risques chroniques, Air		
Prescription contrôlée : La société GUSTAVE MULLER, dont les installations sont situées Zone Industrielle, rue A. Kastler à 67850 HERRLISHEIM, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société, dans un délai de trois mois, les prescriptions des articles 5, 15.4, 18.1.2 et 18.1.3 de l'arrêté préfectoral du 07/06/2011 susvisé, reprises ci-après :		
Article 5 : « Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :		
Identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
Dépoussiéreurs	Poussières totales	Tous les ans par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement
Article 15.4 : « L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter : [...] - les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur. »		
Article 18.1.2 : « Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande ou pneumatique) sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident et l'arrêt de l'installation ».		
Article 18.1.3 : « [...] Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes particulières ».		
Constats :		
Article 5 : l'exploitant a présenté les rapports d'analyses des 12 et 15/10/2025, les valeurs de rejets des poussières sont conformes, il convient que ces mesures soient faites chaque année.		
Article 15.4 : l'exploitant a présenté le rapport annuel effectué par un organisme compétent du 04/04/2025, la remarque concernant le capteur a été levée le 15/05/2025. Il convient que ce rapport soit établi chaque année.		
Article 18.1.2 : le dépoussiéreur est équipé d'un contrôle de colmatage de filtres, en cas de dysfonctionnement, l'installation est mise à l'arrêt.		
Article 18.1.3 : les consignes concernant le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé ont été vues lors de l'inspection.		
Type de suite proposée : Sans suite		
Proposition de suite : Levée de mise en demeure		

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 16
Thèmes : Risques accidentels, Détection et moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 16.1 - SÉCURITÉ INCENDIE - Détection et alarme</p> <p>Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un sinistre.</p> <p>Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (poste de contrôle, poste de garde, etc...) ou à l'extérieur (société de gardiennage ou le responsable du site).</p> <p>Article 16.2 - SÉCURITÉ INCENDIE - Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.</p> <p>Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel.</p> <p>Ces ressources comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> des poteaux d'incendie alimentés par un puits implanté sur le domaine public de la zone industrielle situés à proximité des installations ; le débit d'eau des deux poteaux incendie les plus proches du site doivent débiter simultanément 60 m³/h ; le canal de décharge du Kleinbach et l'étang à proximité de la station d'épuration communale. <p>Ces points d'eau d'incendie doivent être conformes aux normes en vigueur, vérifiés régulièrement et accessibles en toute saison aux engins lourds des services d'incendie et de secours du Bas-Rhin.</p>
<p>Constats :</p> <p>16.1 Les locaux comportant des risques d'incendie ne sont équipés ni d'un réseau permettant la détection précoce d'un sinistre, ni d'un dispositif d'alarme. L'exploitant a indiqué qu'un tel équipement ne serait pas nécessaire au sein de ses silos au regard des risques encourus. Il lui appartient toutefois de démontrer, en réalisant une analyse des risques, que l'absence de dispositif d'alarme est compatible avec les exigences de sécurité applicables.</p> <p>16.2 L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des débits des poteaux incendie, faisant état de débits mesurés de 54 et 57 m³/h, légèrement inférieurs au débit requis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois